

MUNICIPALITÉ DE CHERTSEY

RÈGLEMENT CONSTITUANT LE CCU

RÈGLEMENT NUMÉRO 420-2011

ADOPTÉ LE 16 MAI 2011

ENTRÉE EN VIGUEUR LE 16 MAI 2011

MODIFICATIONS :

RÈGLEMENT 490-2016 - ENTRÉE EN VIGUEUR LE 20 JUIN 2016

RÈGLEMENT 529-2018 - ENTRÉE EN VIGUEUR LE 19 MARS 2018

RÈGLEMENT 533-2018 - ENTRÉE EN VIGUEUR LE 18 JUIN 2018

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1	DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES	
SECTION 1.1	DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES	
1.1.1	TITRE DU RÈGLEMENT.....	3
1.1.2	DOMAINE D'APPLICATION.....	3
1.1.3	ADOPTION PARTIE PAR PARTIE.....	3
SECTION 1.2	DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES	
1.2.1	INTERPRÉTATION DES DISPOSITIONS.....	3
1.2.2	NUMÉROTATION.....	3
1.2.3	NOM DU COMITÉ.....	3
1.2.4	TERMINOLOGIE.....	4
CHAPITRE 2	RESPONSABILITÉS DU COMITÉ	
SECTION 2.1	ÉTUDES ET RECOMMANDATIONS	
2.1.1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1.2	RECOMMANDATIONS.....	4
2.1.3	PROCÈS-VERBAUX ET RAPPORTS ÉCRITS.....	5
SECTION 2.2	ASSISTANCE DANS SES TRAVAUX	
2.2.1	EMPLOYÉS MUNICIPAUX.....	5
2.2.2	SECRÉTAIRE DU COMITÉ.....	5
2.2.3	RESSOURCES PROFESSIONNELLES.....	5
CHAPITRE 3	COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ	
SECTION 3.1	COMPOSITION DU COMITÉ	
3.1.1	NOMBRE DE MEMBRES.....	5
3.1.2	DURÉE DU MANDAT DES MEMBRES.....	6
3.1.3	REMPLACEMENT D'UN MEMBRE.....	6
3.1.4	RÉMUNÉRATION DES MEMBRES.....	6
3.1.5	CODE D'ÉTHIQUE.....	6
SECTION 3.2	FONCTIONNEMENT DU COMITÉ	
3.2.1	QUORUM.....	7
3.2.2	DÉCLARATION D'INTÉRÊT.....	7
3.2.3	PRÉSIDENT DU COMITÉ.....	7
3.2.4	VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ.....	7
3.2.5	VOTE DES MEMBRES.....	7
3.2.6	CONFIDENTIALITÉ DES DEMANDES.....	7
3.2.7	PRÉSENCE DES REQUÉRANTS.....	8
3.2.8	CONVOCATION DES ASSEMBLÉES.....	8
3.2.9	DÉROULEMENT DES ASSEMBLÉES.....	8
3.2.10	DÉPENSES DU COMITÉ.....	8
3.2.11	RÈGLES DE RÉGIE INTERNE.....	9
CHAPITRE 4	DISPOSITIONS FINALES	
SECTION 4.1	DISPOSITIONS FINALES	
4.1.1	ABROGATION.....	9
4.1.2	ENTRÉE EN VIGUEUR.....	9

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

SECTION 1.1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

ARTICLE 1.1.1 TITRE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement porte le titre de « Règlement constituant le Comité consultatif d'urbanisme » et le numéro 420-2011.

ARTICLE 1.1.2 DOMAINE D'APPLICATION

Le présent règlement a pour objet de constituer le Comité consultatif d'urbanisme de la municipalité de Chertsey. Il prescrit les responsabilités, la composition et les règles de fonctionnement du Comité consultatif d'urbanisme.

ARTICLE 1.1.3 ADOPTION PARTIE PAR PARTIE

Le Conseil municipal de la municipalité de Chertsey déclare, par la présente, qu'il adopte le présent règlement chapitre par chapitre, section par section et article par article, alinéa par alinéa et paragraphe par paragraphe, de façon à ce que si une partie du présent règlement venait à être déclarée nulle et sans effet par un tribunal, une telle décision n'ait aucun effet sur les autres parties du règlement sauf dans le cas où le sens et la portée du règlement ou de l'une de ses dispositions s'en trouveraient altérés ou modifiés.

SECTION 1.2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 1.2.1 INTERPRÉTATION DES DISPOSITIONS

1. À moins que le contexte n'indique un sens différent, il est convenu que :
 - a) Le singulier comprend le pluriel et vice versa;
 - b) Le masculin comprend le féminin et vice versa;
 - c) L'emploi du mot « DOIT » implique l'obligation absolue;
 - d) L'emploi du mot « PEUT » conserve un sens facultatif;
 - e) Le mot « QUICONQUE » inclut toute personne physique ou morale.
2. La table des matières et les titres des chapitres, des sections et des articles du présent règlement sont donnés pour améliorer la compréhension du texte. En cas de contradiction entre le texte et le ou les titre(s) concerné(s) ou la table des matières, le texte prévaut.

ARTICLE 1.2.2 NUMÉROTATION

Le mode de numérotation utilisé dans ce règlement est le suivant (lorsque le texte d'un article ne contient pas de numérotation relativement à un paragraphe ou à un sous-paragraphe, il s'agit d'un alinéa) :

1. Chapitre
 - 1.1 Section
 - 1.1.1 Article
 1. Paragraphe
 - a) Sous-paragraphe

ARTICLE 1.2.3 NOM DU COMITÉ

Le Comité consultatif d'urbanisme est désigné par le terme « Comité » dans le présent règlement.

ARTICLE 1.2.4 TERMINOLOGIE

Au présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent :

- a) Le mot « Comité » désigne le Comité consultatif d'urbanisme de la municipalité de Chertsey, constitué par le présent règlement;
- b) Le mot « Conseil » désigne le Conseil municipal de la municipalité de Chertsey;
- c) Le mot « secrétaire » désigne le secrétaire du Comité consultatif d'urbanisme de la municipalité de Chertsey.

CHAPITRE 2 RESPONSABILITÉS DU COMITÉ

SECTION 2.1 ÉTUDES ET RECOMMANDATIONS

ARTICLE 2.1.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le Comité a un pouvoir d'étude et de recommandation en matière d'urbanisme, de zonage, de lotissement et de construction. De façon spécifique, le Comité a pour fonction :

1. D'étudier et de soumettre au Conseil municipal des recommandations sur toute demande qui lui est soumise conformément au chapitre IV de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), notamment les demandes de dérogation mineure, les demandes d'approbation d'un plan d'aménagement d'ensemble, les demandes d'approbation d'un usage conditionnel ou les demandes d'approbation d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble;
2. D'étudier et de soumettre au Conseil municipal, à la demande de celui-ci, des recommandations sur tous projets de règlements d'urbanisme, y compris sur des modifications de ces règlements;
3. D'étudier et de soumettre au Conseil municipal, à la demande de celui-ci, des recommandations sur le plan d'urbanisme, y compris sur des modifications à ce plan d'urbanisme;
4. D'étudier et de soumettre au Conseil municipal des recommandations sur toute question qui lui est soumise ou de sa propre initiative;

Le Comité se voit confier, par le Conseil, un mandat d'étude et de recommandations et, en ce sens, il s'agit d'un « Comité consultatif ». Il n'a pas de pouvoir décisionnel;

Aussi, il n'a pas la responsabilité de tenir, à la place du Conseil, les séances de consultations publiques prévues par la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1);

Par ailleurs, le Comité ne peut être mandaté pour accomplir les tâches des officiers municipaux. Ses avis s'avèrent cependant complémentaires aux conseils techniques et administratifs pouvant être donnés par ces intervenants.

ARTICLE 2.1.2 RECOMMANDATIONS

Les recommandations du Comité sont soumises au Conseil municipal sous forme de résolutions du Comité.

ARTICLE 2.1.3 PROCÈS-VERBAUX ET RAPPORTS ÉCRITS

Un procès-verbal des assemblées du Comité doit être rédigé et conservé aux archives de la municipalité.

Le Conseil municipal peut demander au Comité un rapport écrit sur toute question visée par l'article 2.1.1.

SECTION 2.2 ASSISTANCE DANS SES TRAVAUX

ARTICLE 2.2.1 EMPLOYÉS MUNICIPAUX

Le fonctionnaire désigné assiste d'office aux réunions du Comité. Le fonctionnaire désigné ou tout autre employé municipal a le droit de parole aux assemblées du Comité, mais n'est pas membre du Comité et n'a pas le droit de vote.

ARTICLE 2.2.2 SECRÉTAIRE DU COMITÉ

Le fonctionnaire désigné agit à titre de secrétaire du Comité. Les responsabilités du secrétaire sont :

1. Établir le calendrier des assemblées;
2. Préparer les ordres du jour;
3. Convoquer les membres du Comité aux assemblées;
4. Transmettre aux membres du Comité les plans et documents nécessaires pour l'étude des dossiers et des demandes accompagnés des recommandations du service d'urbanisme sur les dossiers portés à l'ordre du jour;
5. Rédiger les rapports et les procès-verbaux du Comité;
6. Faire apposer les signatures, lorsque requises, sur les rapports et les procès-verbaux du Comité;
7. Transmettre au Conseil municipal les recommandations du Comité;
8. Transmettre toute autre correspondance aux membres du Comité.

ARTICLE 2.2.3 RESSOURCES PROFESSIONNELLES

Le Comité peut s'adjoindre, sur autorisation du Conseil municipal, de toute ressource professionnelle pour l'assister et le conseiller dans l'étude d'une demande lorsqu'il le juge nécessaire. Ces ressources professionnelles ont le droit de parole, mais ne sont pas membres du Comité et n'ont pas le droit de vote.

CHAPITRE 3 COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

SECTION 3.1 COMPOSITION DU COMITÉ

ARTICLE 3.1.1 NOMBRE DE MEMBRES

Le Comité est composé de huit (8) membres nommés, par résolution, par le Conseil municipal, dont :

1. Deux (2) membres du Conseil municipal;

(Modifié le 18 juin 2018, 533-2018)

2. Six (6) résidents du territoire de la municipalité de Chertsey.

(Modifié le 19 mars 2018, 529-2018) et (Modifié le 18 juin 2018, 533-2018)

Lors de la nomination des membres du Comité, le conseil doit favoriser les personnes ayant des compétences en matière d'urbanisme, de construction, d'ingénierie, d'aménagement du territoire, d'architecture ou toute autre qualité jugée pertinente.

ARTICLE 3.1.2 DURÉE DU MANDAT DES MEMBRES

a) **aux années paires :**

trois (3) représentants sont nommés pour un mandat de deux (2) ans;

b) **aux années impaires :**

trois (3) représentants sont nommés pour un mandat de deux (2) ans;

c) La durée du mandat au comité du membre du conseil est déterminée par le Conseil municipal;

d) Le mandat des membres peut être renouvelé par résolution du Conseil municipal.

ARTICLE 3.1.3 REMPLACEMENT D'UN MEMBRE

Le Conseil municipal peut remplacer un membre du Comité en cas de décès, de démission, d'incapacité ou d'inhabilité d'accomplir ses fonctions ou dans le cas de trois (3) absences successives sans raison valable et sans en avoir informé au préalable le secrétaire du Comité. La perte de la qualité de résident entraîne l'inhabilité à être membre du Comité.

Le Conseil municipal peut en tout temps révoquer le mandat d'un membre du Comité.

Dans ces cas, le Conseil municipal doit nommer, par résolution, une autre personne pour la durée du mandat du siège vacant.

Lorsqu'un membre du Comité est nommé à titre de conseiller municipal, il cesse d'être membre dudit Comité lorsque son mandat prend fin ou lorsqu'il est déclaré inhabile à être membre du Conseil municipal.

ARTICLE 3.1.4 RÉMUNÉRATION DES MEMBRES

Les membres du Comité ne reçoivent aucune rémunération. Ils recevront une allocation de présence de 50 \$ par réunion.

(modifié le 20 juin 2016, 490-2016)

(Article 3.1.4 alinéa 2 abrogé, modifié le 18 juin 2018, 533-2018)

ARTICLE 3.1.5 CODE D'ÉTIQUE

Dans l'exercice de leur fonction, tous les membres du comité doivent respecter le code d'éthique joint au présent règlement sous l'annexe « A » pour en faire partie intégrante.

SECTION 3.2 FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

ARTICLE 3.2.1 QUORUM

Le quorum du Comité est fixé à 4 membres. En tout temps, le quorum doit être composé d'une majorité de membres résidents.

Si le quorum n'est pas atteint dans les trente (30) minutes suivant l'heure de début de l'assemblée, celle-ci est déclarée annulée. Sur constatation du défaut de quorum, le secrétaire du Comité doit convoquer une autre assemblée.

Advenant que le départ d'un des membres durant l'assemblée entraîne la perte du quorum ou qu'un membre ait déclaré un intérêt pour une des demandes, les membres restants doivent ajourner l'assemblée. Le secrétaire du Comité doit convoquer les membres pour la reprise des travaux à une date ultérieure.

ARTICLE 3.2.2 DÉCLARATION D'INTÉRÊT

Un membre doit s'abstenir de toute activité incompatible avec ses fonctions, éviter tout conflit d'intérêts et prévenir toute situation susceptible de mettre en doute son objectivité ou son impartialité.

Un membre doit déclarer tout conflit d'intérêts dans une demande soumise au Comité. Durant l'étude de la demande, le membre ayant un intérêt doit se retirer et ne peut participer aux échanges et aux recommandations du Comité au sujet de cette demande. La déclaration d'intérêt et le retrait du membre doivent être consignés au procès-verbal de l'assemblée par le secrétaire.

ARTICLE 3.2.3 PRÉSIDENT DU COMITÉ

Les membres désignent parmi eux un président d'assemblée, à la majorité des membres du Comité. Le mandat du président est d'une durée de deux (2) ans ou échoit à la fin de son mandat en tant que membre. Le mandat de président peut être renouvelé.

ARTICLE 3.2.4 VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ

Les membres désignent parmi eux un vice-président d'assemblée, à la majorité des membres du Comité. Le mandat du vice-président est d'une durée de deux (2) ans ou échoit à la fin de son mandat en tant que membre. Le mandat de président peut être renouvelé.

En l'absence du président lors d'une assemblée du Comité, le vice-président assure la présidence du Comité lors de cette assemblée.

ARTICLE 3.2.5 VOTE DES MEMBRES

Les recommandations du Comité sont adoptées à la majorité des membres présents. En cas d'égalité de voix sur une recommandation, celle-ci est réputée rejetée.

Chaque membre présent a droit de vote et est tenu de l'exercer à l'égard de chacune des demandes qui lui sont soumises sauf dans les cas de conflits d'intérêts. Seul le président peut s'abstenir de voter. Le président ne dispose pas d'un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

ARTICLE 3.2.6 CONFIDENTIALITÉ DES DEMANDES

Les membres du Comité et les personnes assistant aux travaux du Comité doivent maintenir la confidentialité des renseignements, documents et discussions ayant cours durant l'assemblée.

Les membres du Comité et les personnes assistant aux travaux du Comité doivent maintenir la confidentialité des renseignements et documents transmis pour étude.

ARTICLE 3.2.7 PRÉSENCE DES REQUÉRANTS

Le Comité peut demander la présence du requérant de la demande lors d'une assemblée. Le requérant n'est toutefois pas tenu d'être présent lors de l'assemblée du Comité.

Lorsque le requérant est présent lors de l'assemblée, il doit se retirer avant le début des délibérations du Comité et de sa recommandation à l'égard de la demande.

ARTICLE 3.2.8 CONVOCATION DES ASSEMBLÉES

Les assemblées du Comité sont convoquées au besoin. Un avis de convocation doit être envoyé aux membres au moins trois (3) jours avant la tenue d'une assemblée ou la poursuite des travaux dans le cas d'un ajournement d'une assemblée.

ARTICLE 3.2.9 DÉROULEMENT DES ASSEMBLÉES

Les règles générales relatives au déroulement des assemblées sont les suivantes :

1. Les assemblées sont présidées par le président du Comité ou, en son absence, par le vice-président;
2. En l'absence du président ou du vice-président, l'assemblée du Comité ne peut être tenue. Dans ce cas, le secrétaire doit convoquer une autre assemblée à une date ultérieure;
3. Les assemblées du Comité se tiennent à huis clos;
4. Les membres du Comité peuvent enjoindre aux employés municipaux et aux ressources professionnelles de se retirer aux fins de poursuivre les discussions à huis clos;
5. En plus des demandes inscrites à l'ordre du jour, une demande peut être ajoutée à l'ordre du jour avec l'approbation de la majorité des membres présents;
6. À la suite des discussions, le Comité recommande favorablement ou défavorablement la demande. Cette recommandation peut être accompagnée de commentaires de la part du Comité. Dans le cas d'une recommandation défavorable à l'égard d'une demande, cette dernière doit être justifiée;
7. Les membres du Comité peuvent ajourner une assemblée et reporter la recommandation à l'égard d'une demande à une séance ultérieure;
8. Le procès-verbal d'une assemblée doit être adopté par les membres présents lors de cette assemblée, à une assemblée subséquente. Une fois qu'il est adopté, le président et le secrétaire signent le procès-verbal.

ARTICLE 3.2.10 DÉPENSES DU COMITÉ

Le Conseil municipal peut mettre à la disposition du Comité les sommes d'argent dont il a besoin pour l'accomplissement de ses fonctions.

ARTICLE 3.2.11 RÈGLES DE RÉGIE INTERNE

Le Comité peut établir les règles de régie interne nécessaires à son fonctionnement conformément au présent règlement et à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1).

CHAPITRE 4 DISPOSITIONS FINALES

SECTION 4.1 DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 4.1.1 ABROGATION

Le présent règlement abroge le règlement numéro 425-87 tel que modifié par les amendements 430-87 et 073-95 ainsi que toute disposition inconciliable d'un autre règlement.

ARTICLE 4.1.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Linda Paquette
Directrice générale

François Quenneville
Maire